

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois. . . . . 12 f.
Six mois. . . . . 23
Un an. . . . . 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : J. WERDUX

Le Nord de la France :
Trois mois. . . . . 13 f.
Six mois. . . . . 26
Un an. . . . . 52

ANNONCES : 15 centimes la ligne.
RÉCLAMES : 25 centimes
— On traite à forfait.

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 28 JANVIER 1871

Voir aux dernières nouvelles

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix)

Bordeaux, 26 janvier.

Des renseignements d'Auxerre disent que le pont de Crecy, près Laroche, a été détruit par les Français, qui ont fait onze prisonniers.

2,000 Prussiens occupent Sablé. Ils ne laissent entrer personne dans la ville.

Dépêche prussienne

Versailles, 26 janvier.

Officiel. — L'armée de Roubaix se retire sur Besançon, sur la rive gauche du Doubs, poursuivi par des corps de l'armée du sud.

Les pertes de l'ennemi dans son offensive (échouée) contre Werder, sont évaluées au moins à 10,000 hommes.

La misère parmi les blessés et les malades français restés en arrière sans secours est très-grande.

Les autres corps de l'armée du Sud, commandés par le général Manteuffel, ont coupé les communications sur la ligne de retraite de Roubaix, par l'occupation de Saint-Vit et Quengey et de la jonction des chemins de fer à Mouchard.

Rien de nouveau devant Paris.

LES PRUSSIENS DANS LE NORD

L'armée prussienne a abandonné les environs de Cambrai et d'Arras, laissant dans divers villages du Nord et du Pas-de-Calais des détachements ou des éclaireurs qui s'attachent à dissimuler autant que possible le mouvement en arrière accompli par l'armée de Von Goeben.

Dans l'arrondissement de Douai, la présence des Prussiens n'a pas été signalée pendant ces derniers jours. C'est même par suite d'une fausse indication qu'on avait répandu le bruit que des uhlands avaient été vus à Aubry. Nous apprenons de source certaine qu'aucun éclaireur prussien ne s'est jamais présenté dans aucune commune ni dans les environs.

Les détachements ennemis se montrent surtout sur la partie de notre région qui confine le Pas-de-Calais. D'après nos renseignements particuliers, des cavaliers prussiens se trouvent à Oisy-le-Verger, à Sauchy-Lestries et dans les environs d'Arleux, imposant force réquisitions. Ainsi 400 lanciers ont pénétré à Marquain dans la nuit du 23 au 24 et emporté 15,000 f., 40 vaches et l'avoine battu.

Ces réquisitions ne leur ayant pas paru suffisantes, les prussiens ont emmené, comme otages, MM. Charles Billoir, docteur en médecine, ancien maire d'Oisy-le-Verger ; Moreau cultivateur ; Caron Façon, conseiller municipal ; Eugène Momal, garde-champêtre, en déclarant que ces messieurs ne seraient

rendus à la liberté qu'après livraison des objets requis. (Indépendant.)

De grands mouvements de troupes ennemies continuent dans les environs de Cambrai.

La majeure partie des communes du canton de Marœuil ont été alternativement occupées et abandonnées depuis samedi.

Masnières, Marœuil, Grèvecœur et Rumilly avaient leurs communications complètement interrompues avec notre ville. Un cordon de sentinelles prussiennes, empêchant des habitants de ces communes, tandis qu'une partie des troupes réquisitionnaient et que le gros des forces ennemies était cantonné dans les villages, occupant la demeure et les lits des habitants, s'emparant de tout ce qui était à leur convenance et exigeant des autorités le versement de sommes considérables.

Ainsi les communes du canton de Marœuil devaient verser aujourd'hui au chef-lieu de ce canton, entre les mains du commandant, la somme de 350,000 fr., celles du canton de Carnières 700,000 fr., celles du canton de Solesmes avaient été imposées pour 750,000 fr., mais 200,000 francs seulement ayant pu être ramassés à grand-peine dans ce dernier canton, le commandant s'en contenta, l'autre de mieux, toutefois, il se fit donner la différence en marchandises de toute nature.

Hier la position paraissait de nouveau prendre une tournure menaçante.

Des forces plus considérables faisaient leur apparition dans notre rayon et les éclaireurs ennemis venaient réquisitionner jusque dans nos faubourgs.

Cette audace nous faisait une fois de plus regretter que l'idée émise par nous d'un corps d'éclaireurs à pied, chargé de purger nos environs des maraudeurs, pillards, réquisitionnaires et éclaireurs ennemis, n'eût pas été adoptée, ne fût-ce que dans l'intérêt de nos concitoyens extra-muros.

Un habitant échappé de Grèvecœur, nous affirmait hier qu'il y avait sur la place de sa commune une vingtaine de pièces de canons.

Etient-ce celles qui avaient été signalées à Masnières? — L'interruption des communications nous a empêché de vérifier le fait.

Enfin, il paraît qu'hier soir la plus grande partie des troupes se dirigeait vers Bapaume ou Achiét et que l'évacuation a continué toute la nuit.

Aujourd'hui jeudi, les communications avec Masnières, complètement interrompues depuis plusieurs jours, se trouvent rétablies, et nous avons su par un de ses habitants que ce village avait été imposé d'une contribution extraordinaire de cinq mille francs, parce qu'un officier prussien, actuellement prisonnier à Cambrai, y avait été blessé par un de nos soldats.

A propos de cet officier blessé, la ville de Cambrai a reçu mardi vers 4 heures de l'après-midi la visite d'un nouveau parlementaire porteur d'une lettre du prince Albert dont voici la teneur :

J'informe respectueusement Monsieur le commandant de la place que le porteur de cette lettre, lieutenant au 20e de Ortenzen du régiment des Hussards de la garde, est chargé par moi d'offrir l'échange de deux Hussards de la garde se trouvant à Cambrai, contre deux soldats français prisonniers.

Le Catelet, 24 janvier 1871. Signé : Prince ALBERT.

Voici la réponse du général : Le général commandant supérieur a l'honneur d'informer Son Altesse Royale le

prince Albert, lieutenant-colonel, qu'il n'est pas autorisé à prononcer d'échange entre les prisonniers prussiens et français.

Il le prie de vouloir bien s'adresser à cet effet à Monsieur le général en chef Faidherbe, à Lille, qui, seul, peut décider la question.

Il lui présente ses civilités respectueuses.

Le général, SEATELLI.

Cet officier, du nom d'Abel Max est, paraît-il, le fils d'un riche banquier allemand et allié, dit-on, à la famille de Rostchild; on ajoute même, à la reine de Prusse. Celle-ci aurait écrit à diverses personnes pour leur recommander le jeune prisonnier.

Pendant leur séjour dans notre arrondissement, les Prussiens auraient cru devoir, comme garantie du paiement des contributions qu'ils imposaient, prendre quelques otages. On nous affirme qu'à Carnières, deux ou trois des principaux habitants seraient restés entre leurs mains.

A Grèvecœur le débitant de tabac qui avait été dévalisé par l'ennemi, ne pouvant fournir à de nouveaux arrivants le tabac qu'ils exigeaient, aurait été cruellement maltraité par eux ; ses jours seraient en danger.

Enfin, hier, un surveillant de chemin de fer, nommé Bétot qui était allé boire avec deux uhlands et qui regagnait la gare par la voie ferrée a été tué raide d'un coup de fusil par l'un de ses nouveaux amis, auquel il faut bien le dire, il réservait le même sort.

H. Renoud. Nous recevons par un de nos amis, arrivant de Landrecies, des renseignements que nous avons à peine le temps de résumer.

Samedi, la batterie d'artillerie mobile de Cambrai qui est casernée depuis plusieurs mois à Maubeuge reçut l'ordre de se transporter sans retard à Landrecies; que 6,000 Prussiens se préparaient à attaquer.

Toute la journée du dimanche, nos artilleurs aidés de la garnison et des habitants, ont mis le mieux en état possible les remparts dont les travaux de défense laissaient à désirer.

Lundi eut lieu l'attaque de la place ; l'ennemi n'avait que douze pièces, mais il fit un feu continu et envoya sans interruption environ trois cents obus sur la ville. A la suite de ce fait d'armes, il disparut précipitamment, et l'épave en la plus grande.

L'arsenal de Landrecies a été incendié ainsi que plusieurs maisons.

Nos pertes sont peu importantes. Défossé, mobile de Cambrai, a été tué à sa pièce, Grésillon de Ramillies, blessé ainsi qu'un autre de ses camarades.

Notre batterie continue à occuper la ville. (Gazette de Cambrai.)

On lit dans l'Echo du Nord.

Il nous arrive des détails officiels sur le bombardement de Landrecies. Les Prussiens ont ouvert le feu sans sommation. La ville ne renfermait que la garde nationale sédentaire et une batterie de mobiles; mais au moment où les Prussiens lâchaient leur premier coup, deux compagnies du brave 75e entraient dans la place et couraient aux remparts sans désemparer. Le premier boulet parti des murs démonta une pièce ennemi.

Le bombardement a duré quatre heures, pendant lesquelles le feu de Landrecies a été des plus violents et des plus meurtriers pour les assaillants. Au bout de quatre heures, ceux-ci ralentirent le leur et donnèrent des preuves évidentes de découragement. Bientôt après, ils battaient en retraite, emmenant avec eux vingt-sept voitures de morts et de blessés, et s'éloignaient aux cris en-

thousiastes des vaillants habitants et soldats. Landrecies a souffert des dommages matériels assez sérieux; pertes humaines nulles. Landrecies a brillamment soutenu la réputation des places du Nord; la contrée entière lui doit une grande reconnaissance.

A côté des glorieux événements qui précèdent, nous avons malheureusement à signaler un trait tout contraire. M. Marie Souplet, ex-conseiller général (l'un des protestants), et colonel de la garde nationale de son canton, a pris la fuite dès le commencement de l'action et partit bride abattue vers la frontière belge. Il fut rencontré, dans sa course effolée, par des mobiles qui tentèrent, mais en vain, de le ramener au sentiment du devoir.

M. Marie Souplet avait été l'un des plus chauds partisans de la guerre.

Un témoin oculaire nous raconte l'épisode suivant de la bataille de Saint-Quentin :

Toute l'armée française battant en retraite, le commandant Feuillant, des éclaireurs à cheval de l'armée du Nord, et le lieutenant André, du même corps, entourés de leurs dragons et soutenus par le commandant Richard, aide de camp du général Faidherbe, refusèrent de se porter en arrière, et rassemblant autour d'eux, sous une grêle d'obus et de balles, tous les clairons qu'ils purent rencontrer, ils leur firent sonner la charge aux cris de : « Vive la France ! » L'effet produit sur les troupes fut tel, que plusieurs bataillons se rallièrent et défilèrent au pas de course dans le faubourg Saint-Martin, se déployant ensuite à droite et à gauche et forçant les troupes prussiennes à reculer en désordre.

Trois fois de suite, ces braves soldats, combattant sans soutiers et sans cartouches, s'emparèrent des hauteurs dominant la route de Roupy. Ce ne fut qu'à la nuit que ces troupes se replièrent derrière les barricades faites à l'entrée de la ville par une compagnie de génie. Elles disputèrent là le terrain longtemps encore, et donnèrent ainsi le temps au reste de l'armée de se replier sur la route de Cambrai. (Indépendance belge)

LETTRES DE PARIS

Paris, 22 janvier.

Une grande agitation a régné à Paris dans la journée d'hier; cette agitation ne s'est traduite jusqu'ici que par des récriminations fort vives contre la direction de nos opérations militaires et même contre le gouvernement de la défense. Ce n'est pas seulement des clubs et des journaux avancés, mais aussi de la presse modérée, écho ordinairement fidèle à l'opinion du centre de Paris, que partaient des critiques fort vives à l'égard du gouvernement et du général Trochu surtout. La note du Journal officiel, annonçant la suppression du poste de gouverneur de Paris et la nomination du général Vinoy, comme général en chef, est une première satisfaction donnée à l'opinion publique. Mais il est probable qu'on ne s'arrêtera pas là.

Un certain nombre de gardes nationaux viennent d'adresser au gouvernement de la défense nationale une pétition pour demander que le commandement/en chef de l'armée de Paris soit

confié à un général élu dans une réunion des officiers supérieurs des armées de terre et de mer actuellement présents à Paris.

Il est, en effet, urgent d'apporter de promptes et radicales modifications dans le système de la défense et de l'alimentation, si l'on veut éviter les troubles dans la rue que, d'ailleurs, tout le monde désire éviter. L'Electeur libre se prononce pour des élections immédiates, sans dire comment il souhaite que se fassent ces élections.

Quant aux partisans de la Commune, ils continuent à proposer leur panacée, mais sans trouver d'amateurs et sans même pouvoir s'entendre entre eux.

Une reconnaissance de cavalerie, opérée dans la journée d'hier, dans les environs de Créteil, signale un mouvement considérable de troupes ennemies dans ces parages. Ces colonnes de marche semblaient converger vers l'Ouest. Hier, on apercevait sur les hauteurs de Montretout d'épais tourbillons de fumée sur une vaste étendue. C'étaient les propriétés du comte de Béarn, occupées par les Prussiens, où le mont Valérien venait d'allumer un incendie.

Notre artillerie a également mis le feu à deux maisons de vivres.

A 5 heures la mairie de Vaugirard et les rues voisines ont reçu une grêle de projectiles, sans en éprouver grand dommage.

M. Gustave Lambert, le hardi entrepreneur de l'expédition au pôle Nord a été blessé à l'attaque de Buzanval.

M. Maurice Bixie, lieutenant au 32e régiment de Paris, n'est pas mort, comme on l'avait dit, — il n'est pas même blessé.

On cite parmi les morts : M. Marius Topin, chef du 193e bataillon aujour d'une histoire des guerres de la Fronde et d'une curieuse étude sur le Masque de fer; il n'avait que 32 ans; et M. Adrien Peloux, bâtonnier de l'ordre des avocats de Valence et capitaine des mobiles de la Drôme dans le bataillon duquel il s'était engagé volontairement.

Les prisonniers faits à Montretout au début de l'action du 19 sont au nombre de 54. La plupart sont Prussiens, quelques-uns sont Polonais ; un caporal seulement se trouvait parmi eux.

Rien qu'à voir l'état de leurs costumes, il était permis de constater le degré de souffrances auquel les a conduits la prolongation de la guerre. Les vêtements sont sordides, déchirés par places. Les sacs ne sont plus comme autrefois garnis de comestibles. Le morceau de lard, classique y fait défaut lui-même.

Ceux qu'on a interrogés se sont plaints de la fatigue et de la faim, dont ils avaient, disaient-ils, à souffrir à présent. Comme toujours, on a retrouvé chez la plupart de ces malheureux la plus grande appréhension à l'égard du traitement qui leur était réservé. Ils semblaient s'attendre à être passés par les armes après un jugement sommaire. Tous se sont montrés, du reste, assez sobres de renseignements. On avait beau les inter-

à ce que tu fais ! Songe que je l'ai aimée de toute mon âme et qu'elle est pour moi l'idéal de la femme parfaite. Ne cherche pas à détruire ma foi en elle; car tu me condamnerais du même coup à ne plus jamais croire personne. En quel amour aurais-je confiance, si l'amour d'Isabelle n'était qu'un mensonge ? O Christine, Christine, ce que tu avances n'est pas vrai; par pitié, dis que c'était un artifice pour me consoler !

— Non, je t'ai dit la vérité pour guérir ton cœur; si tu ne me crois point, tu croiras sans doute Isabelle. Lis donc cette lettre; à son heure suprême, je lui fis le serment de te la remettre après sa mort.

— C'est son écriture, en effet, murmura-t-il dès qu'il eut déplié la lettre; mais il essaya en vain de la lire, tant ses mains étaient tremblantes et ses yeux voilés de larmes. Tiens, lui toi-même, dit-il en la rendant à sa sœur, et celle-ci donna lecture des lignes suivantes :

« Ma Christine ! Toi la confidente de mes souffrances, de mon chagrin, et des reproches que je m'adressais; écoute ma dernière prière, la prière d'une mourante. Le mensonge ne doit point me survivre; il ne faut pas que ses nobles larmes coulent pour une femme indigne d'elles ! S'il me pleure, dis-lui tout ce que tu sais de moi, montre lui-même mes lettres, afin qu'il se console en apprenant que je ne l'ai jamais aimé ! »

Joseph, qui avait écouté en sanglotant

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX. DU 29 JANVIER 1871.

— 10 —

LES DEUX FEMMES

DE L'EMPEREUR

NOUVELLE HISTORIQUE

Chapitre X.

CHE FARO SENZY EURIDICE.

SUITE

Me pleurerai-tu Franz, comme il pleure son Isabelle? reprit tendrement l'impératrice en lui tendant la main. Oh! je sais que oui, sans que tu aies besoin de le jurer. Nous nous sommes aimés n'étant encore qu'enfants, nous nous aimerons encore, dans notre vieillesse, et la mort de l'un de nous plongera l'autre dans ce

désespoir où nous voyons aujourd'hui Joseph. Soyons donc indulgents pour notre pauvre fils, et tâchons de toucher son cœur pour faire diversion à son profond chagrin.

— Si V. M. le permet, dit l'archiduchesse Christine, j'essaierai de calmer la douleur de Joseph en m'acquittant auprès de lui d'une mission confidentielle dont Isabelle m'a chargée.

— Epreuve, ma fille, si ta voix aura plus d'influence sur lui que la mienne. De mon côté, je vais recourir à un moyen qui nous réussissait d'habitude, quand il n'était encore qu'un enfant, à la musique. Nous lui ferons entendre un morceau qu'Isabelle aimait.

Elle fit appeler un chambellan et lui donna quelques ordres à demi-voix.

« Que l'on prenne une voiture de la cour, dit-elle en terminant. Il faut qu'il soit ici dans un quart d'heure.

— Joseph, dit Christine en frappant à sa porte, ouvre, je t'en prie, c'est Isabelle qui m'envoie.

Joseph tira aussitôt le verrou, ouvrit la porte, et, d'un signe de la main, l'invita à entrer.

« Maintenant parle, lui dit-il, dès qu'elle fut dans son cabinet; que t'a dit Isabelle? de quel message t'a-t-elle chargée pour moi ?

— Pauvre Joseph, je vois combien tu l'as aimée ! dit Christine, en proie à une profonde tristesse à l'aspect de son visage décomposé.

— Ne me plains pas, dit-il avec impa-

tience. Il est des douleurs trop grandes et trop saintes pour qu'on les profane par des lamentations et de la pitié. Qu'as-tu à me dire de la part d'Isabelle ?

Christine hésitait; il lui semblait qu'elle était sur le point de porter le coup de mort au cœur de son frère, et que la consolation qu'elle avait à lui offrir serait encore plus amère que sa douleur.

Parle, parle ! s'écria Joseph de plus en plus impatient. Si tu ne t'es servie du nom d'Isabelle que pour pénétrer ici, c'est un jeu cruel que je ne te pardonnerai jamais. Pourquoi m'as-tu troublé dans mon tête à tête avec elle? car elle était auprès de moi, ajouta-t-il avec un léger sourire en fixant les yeux sur le divan où il avait souvent passé à côté d'elle de si heureux moments. Elle était là en robe blanche avec un bouquet de roses au corsage, et moi, à ses pieds, la tête appuyée sur ses genoux, j'écoutais les paroles qui s'échappaient de ses lèvres comme une divine harmonie.

— T'a-t-elle jamais dit qu'elle t'aimait ? demanda Christine.

Joseph tressaillit comme s'éveillant d'un songe; il avait oublié qu'il n'était pas seul, et il croyait se parler à lui-même. Il regarda sa sœur avec surprise.

« Je ne crois pas, répondit-il enfin après avoir réfléchi. Mais il n'était pas besoin de paroles : son amour pour moi se lisait dans chacun de ses regards, dans chacun de ses sourires; je le reconnaissais avec félicité dans toutes ses ac-

tions et dans toutes ses pensées. Tout en elle était amour, et je l'ai perdue, hélas !

— Tu ne l'as pas perdue, car tu ne l'as jamais possédée, » reprit l'archiduchesse sans hésiter.

Il tressaillit et son front s'assombrit. « Que dis-tu ? » s'écria-t-il durement.

Christine s'approcha, et lui mettant les deux mains sur les épaules, elle le regarda fixement jusqu'à ce qu'elle eût les yeux obscurcis par les larmes.

« Je dis, murmura-t-elle d'une voix tremblante : ne te déssole pas plus longtemps, mon frère, car celle que tu pleures, celle que tu disais tienne ne fut jamais à toi ! Isabelle ne t'a jamais aimé !

— Ce n'est pas vrai ! s'écria Joseph indigné; c'est possible ! Tu mens, Christine, tu mens ! C'est un pitoyable et cruel mensonge que vous avez inventé pour me consoler.

— C'est, au contraire, la vérité, dit solennellement Christine, et Isabelle m'a fait jurer de te la dire.

Joseph poussa un cri étouffé et tomba à demi-évanouï sur le divan. Christine prit place à côté de lui, et, lui passant un bras autour du cou, elle continua :

« Détache ton cœur de l'infortunée qui n'est plus, et reporte ton affection sur nos parents et sur tes frères et sœurs; nous t'aimons tous, et Isabelle ne t'a jamais aimé ! Elle a seulement souffert ton amour.

— Christine, répondit-il en levant sur elle des regards suppliants, songe bien